



NEWSLETTER Décembre 2025

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport

JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES

- **Résiliation de garantie.** Les articles L.113-3 et R.113-1 du code des assurances, applicables aux marchés publics d'assurance, prévoient que la garantie peut être suspendue trente jours après la mise en demeure de l'assuré par lettre recommandée, et que le contrat peut être résilié dix jours après cette suspension si le paiement n'est toujours pas effectué. Une collectivité publique qui, malgré cette mise en demeure, ne règle pas les primes dues n'est pas fondée à saisir le juge des référés pour demander, sur le fondement de l'article L.521-3 du CJA, la reprise de l'exécution du contrat, celui-ci a valablement pris fin du fait de la résiliation opérée par l'assureur. (**Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 24 novembre 2025, 504129**)
- **Signature de garantie d'assurance.** La Cour de cassation sanctionne la cour d'appel n'ayant pas répondu à l'argumentation des demandeurs qui soutenaient qu'en l'absence de signature des conditions particulières par l'assuré, la compagnie Axa ne démontrait pas que la clause d'exclusion avait été portée à sa connaissance et acceptée. (**Cass. civ 3eme., 13 novembre 2025, n° 23-21.094 Inédit**).
- **Responsabilité pénale de personne morale de droit public.** En 2005, deux universités fusionnées ont été mises en examen pour mise en danger d'autrui à la suite de plaintes déposées dès 1996, dénonçant l'exposition de plusieurs personnes à l'amiante dans les locaux d'un campus universitaire. Les principes dégagés par les arrêts des 25 novembre 2020 (Crim., 25 novembre 2020, pourvoi n° 18-86.955, publié au Bulletin) et 22 mai 2024 (Crim., 22 mai 2024, pourvoi n° 23-83.180, publié au Bulletin) sont applicables aux établissements publics. L'article 121-2 du Code pénal, relatif à la responsabilité pénale des personnes morales, n'opère aucune distinction entre les établissements de droit privé et ceux de droit public. La décision du 12 novembre 2025 réaffirme ce principe en précisant qu'il ne saurait, en l'absence de fraude à la loi, s'appliquer aux fusions résultant de textes publiés avant le 25 novembre 2020. (**Cass. crim., 12 novembre 2025, n° 23-84.389, Publié au bulletin**)
- **Responsabilité des dirigeants.** Le prévenu en sa qualité de dirigeant a été jugé coupable d'avoir conclu des contrats de sous-traitance pour la construction de maisons individuelles sans mentionner la justification de la garantie de paiement. L'arrêt attaqué précise que ces contrats mentionnaient une garantie soit fictive soit ineffective. Les juges ont estimé que ces actes ne relevaient pas de négligence, mais d'une stratégie délibérée visant à permettre la conclusion des contrats. En tant que dirigeant des sociétés de construction, le prévenu était responsable de la conformité des contrats aux obligations légales, notamment la justification de la garantie de paiement, une faute personnelle étant constituée en l'absence de délégation de pouvoirs. En tant que constructeur, il était débiteur des obligations prévues par l'article L. 231-13 du Code de la construction et de l'habitation. Le prévenu avait l'obligation de respecter les règles applicables à ses sociétés, indépendamment de sa signature des contrats litigieux, il est donc condamné à la peine de douze mois d'emprisonnement assortis du sursis et à une amende de 18 000 euros. (**Cass. crim., 11 septembre 2025, n° 23-82.632**).
- **Fraude au Président.** En cas de « *fraude au président* », la responsabilité d'une banque peut être engagée si elle a manqué à son devoir d'information de ses clients et de vigilance permettant de détecter des anomalies manifestes telles qu'un montant ou une fréquence de transferts très élevée, un pays destinataire du virement inhabituel. (**Cass. Chambre commerciale, financière et économique – Pourvois n°24.10-168 et n°24.13-697 du 12 juin 2025**.) Cette forme d'escroquerie bancaire n'est pas visée par le droit européen.

COMPLIANCE - JURISPRUDENCE

- **Fraude bancaire.** Selon l'article L.133-6 du CMF, une opération de paiement n'est autorisée que si le payeur a donné son consentement. En l'espèce, M. [N] [Z] a été contacté par un fraudeur se faisant passer pour une employée de BNP Paribas, l'alertant de prétendues opérations frauduleuses. Sur instruction de cet interlocuteur, il s'est connecté à son espace sécurisé, pensant protéger son compte. Trompé par cette manœuvre, il a été authentifié à son insu pour des paiements en ligne frauduleux, réalisés après l'appel. Dans ces conditions, M. [N] [Z] n'a consenti ni aux paiements effectués ni aux bénéficiaires de ceux-ci. Les paiements litigieux n'ont pas été autorisés par M. [N] [Z], de sorte qu'il convient d'examiner la responsabilité de la banque sur le fondement des articles L 133-18 et s. du CMF. **(TJ Paris, 7 novembre 2025, 24/05890)**
- **CNIL - Sanctions 11-09-2025** Société exerçant une activité de banque et assurance (procédure simplifiée). Non respect du droit d'accès aux clients à leurs données personnelles. Amende administrative de 10 000 euros
- **SANCTIONS CNIL - 23-01-25** Société de transport routier de marchandises (procédure simplifiée). Minimisation des données (géolocalisation), durée de conservation des données et information des personnes. Obligation de réaliser une analyse d'impact. Amende administrative de 8 000 euros
- **AMF.** L'application du droit de se taire aux procédures de sanction devant la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers (AMF) a récemment donné lieu à une clarification du Conseil constitutionnel **(CC, 21 mars 2025, n° 2025-1128 QPC)**.
- **AMF - condamnation de dirigeants CIF**

SAN-2025-10 - Décision de la commission des sanctions du 5 novembre 2025 à l'égard de la société Carat GP et de MM. Jimmy Guinet et Sébastien Renaud

L'AMF constate des dispositifs de gouvernance produits, de gestion des conflits d'intérêts et de traitement des réclamations inappropriés, ainsi qu'une absence de dossier centralisant la documentation réglementaire. En matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, il a été constaté l'absence de mise en œuvre opérationnelle des procédures requises, ainsi que l'absence de collecte systématique des justificatifs d'origine des fonds investis, et des justificatifs d'identité et de domicile des clients ayant souscrit à un instrument financier. En conséquence, l'AMF inflige les sanctions suivantes :

- À la société Carat GP : une amende de 300 000 € et une interdiction définitive d'exercer la profession de CIF
- À M. Jimmy Guinet : une amende de 200 000 € et une interdiction d'exercer la profession de CIF pendant 10 ans.
- À M. Sébastien Renaud : une amende de 2 000 000 € et une interdiction définitive d'exercer la profession de CIF.

L'AMF ordonne la publication de cette décision sur son site Internet, avec une visibilité non anonyme pendant 5 ans à compter de la date de la décision.